



Nouvelles plaquettes tarifaires

En 2011, les banques mettront à la disposition de leurs clients une nouvelle génération de plaquettes tarifaires comprenant un sommaire-type commun à l'ensemble de la profession et un extrait standardisé des tarifs de 10 produits ou services courants. Ces nouvelles présentations des plaquettes tarifaires résultent de l'engagement pris dans le cadre du Comité consultatif du secteur financier (CCSF) par les représentants des banques françaises le 21 septembre 2010 afin de renforcer la transparence des tarifs bancaires.

Cet engagement s'est traduit par une norme professionnelle de la Fédération bancaire française (FBF) de présentation de ces plaquettes tarifaires. Selon cette norme professionnelle, l'extrait standardisé comprend les tarifs des services suivants :

- l'abonnement permettant de gérer ses comptes sur l'Internet,
- le produit offrant des alertes sur la situation du compte par SMS,
- la carte de paiement internationale à débit immédiat,
- la carte de paiement à débit différé,
- la carte de paiement à autorisation systématique,
- le retrait en euros d'un distributeur automatique de billets d'un autre établissement de la zone euro avec une carte de paiement internationale,
- le virement SEPA occasionnel externe de la zone euro,
- les frais de prélèvement,
- la commission d'intervention,
- l'assurance perte ou vol de moyens de paiement.

Pour les plaquettes diffusées dans les DOM, la liste est complétée par les frais annuels de tenue de compte.

Cette norme s'appliquera aux plaquettes dont les tarifs entreront en vigueur le 1^{er} avril 2011.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Elargissement de la zone euro

Depuis le 1^{er} janvier 2011, l'Estonie est devenu le 17^e Etat membre de l'Union européenne à intégrer la zone euro.

Publications au Journal Officiel de la République

1 – Réforme du crédit à la consommation

➤ *Donner le choix aux consommateurs entre crédit amortissable et crédit renouvelable, Renforcer les sécurités à l'entrée du crédit*

Le décret n° 2010-1462 du 30 novembre 2010 fixant les seuils nécessaires à l'application des articles 6 et 11 de la loi n° 2010-737 du 1^{er} juillet 2010 a été publié au J.O. du 2 décembre 2010.

Le décret fixe :

- un seuil à 1 000 euros à partir duquel les vendeurs en magasin auront l'obligation de proposer aux consommateurs le choix entre crédit amortissable et crédit renouvelable ;
- un montant de 3 000 euros à partir duquel des justificatifs devront être produits par l'emprunteur pour remplir la fiche de dialogue comprenant des informations relatives à l'endettement et au revenu du consommateur ;
- le montant de remboursement anticipé à partir duquel des indemnités de remboursement anticipé peuvent être réclamés par le prêteur à l'emprunteur ; le décret fixe ce montant à 10 000 euros sur douze mois.

➤ *Interdire les cadeaux excessifs offerts à l'occasion d'un crédit*

L'arrêté du 30 novembre 2010, publié au J.O. du 2 décembre 2010, plafonne à 80 euros le montant des cadeaux offerts lors de la souscription d'un crédit à la consommation.

Ces mesures entreront en application le 1^{er} mai 2011.

2 – Aide au fret en outre-mer

Le décret n° 2010-1867 du 29 décembre 2010 relatif à l'aide au fret accordée aux entreprises des collectivités de Saint-Pierre-et-Miquelon, de Mayotte, de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin a été publié au J.O. du 30 décembre 2010.

Publications

1 – Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Le rapport d'activité 2009-2010 du CCSF est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/rapports/rapport-annuel-ccsf-09-10.htm>

2 – Banque de France

- *La médiation du crédit*, Christian Liebert, Direction générale des Activités fiduciaires et de place
- *La loi sur le crédit à la consommation : la protection de la clientèle au cœur de la prévention et du contrôle bancaire et assurantiel*, Cécile Sellier, Secrétariat général de l'Autorité de contrôle prudentiel
- *Le dispositif de traitement des situations de surendettement des particuliers : les principaux effets de la loi Lagarde*, Mark Béguery, Direction de la Surveillance des relations entre les particuliers et la sphère financière.

Ces articles, publiés dans le Bulletin de la Banque de France n° 182, sont disponibles en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.banque-france.fr/publications/bulletin/bul182.htm>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

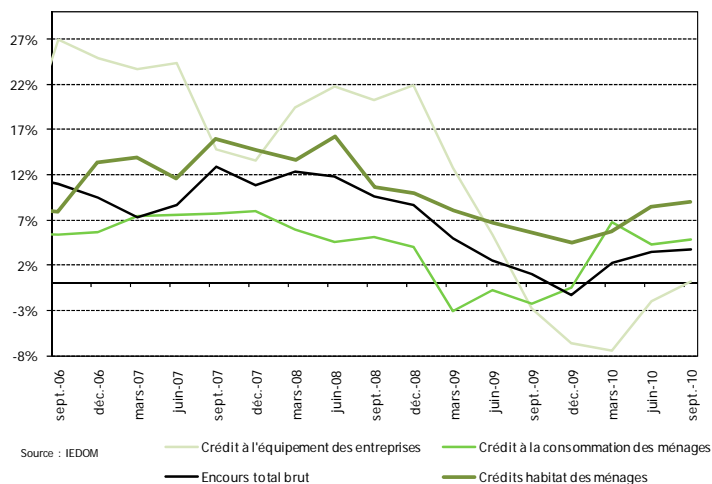
Les encours de crédits en progression

A fin septembre 2010, le total de l'encours sain de crédits à la clientèle des banques de la place s'établit à 4,8 milliards euros : il augmente de 3,8 % en glissement annuel (+173 millions €), après s'être replié de 1,4 % en 2009.

L'encours des crédits à la consommation des ménages a augmenté de 4,9 % sur un an (+36,4 millions €), et l'habitat, principale composante des crédits aux particuliers, enregistre une croissance de 9 % en rythme annuel (+121,1 millions €).

S'agissant des entreprises, les encours de crédits à l'équipement stagnent sur un an à 729,3 millions € (+0,1 %), en lien avec des indicateurs économiques qui restent déprimés concernant l'investissement.

Glissement annuel des encours de crédits sains



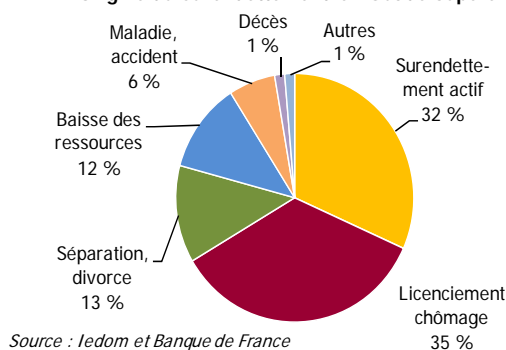
Les résultats de l'enquête menée pour le 4^{ème} trimestre 2010 par l'IEDOM auprès de la place bancaire locale confortent ces signes de reprise de l'activité bancaire. Les soldes d'opinion des dirigeants d'établissement de crédit sur leur activité sont positifs, excepté ceux relatifs au coût du risque et à l'évolution des effectifs. La collecte des dépôts et l'activité de crédit confirmeraient leur bon niveau en fin d'année, en particulier pour les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat des ménages. Les crédits d'exploitation et d'équipement poursuivraient leur rebond observé au 3^{ème} trimestre. En dépit d'un environnement économique perçu comme toujours difficile, les dirigeants des établissements de crédit envisagent une poursuite de l'amélioration de leurs indicateurs bancaires et financiers au 1^{er} trimestre 2011.

Le surendettement en Guadeloupe

Le surendettement résulte de l'incapacité pour un ménage de faire face à l'ensemble de ses dettes bancaires mais aussi non bancaires (charges courantes : eau, électricité, loyer...). Le volet de la réforme « Lagarde » portant sur le dispositif d'accompagnement des personnes surendettées est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2010 : le nouveau dispositif vise une meilleure prévention du surendettement par une commercialisation responsable du crédit à la consommation et une amélioration de la protection et du suivi des surendettés.

En 2010, 350 dossiers de surendettement ont été déposés à la commission de surendettement de Guadeloupe, contre 295 en 2009. L'IEDOM vient de publier une étude sur leurs caractéristiques : dans 68 % des cas, le surendettement provient d'un accident de la vie (chômage, séparation, décès, maladie) et non d'un comportement excessif. Dans deux tiers des cas, l'endettement bancaire représente plus de 75 % de la dette totale, qui s'élève en moyenne à 37 807 € en Guadeloupe. Le portrait-type d'un surendetté guadeloupéen est celui d'une personne seule de 35 à 54 ans, avec un ou plusieurs enfants à charge. Il est dans 43 % des cas chômeur avec un revenu faible composé principalement de prestations sociales (66 %).

Origine du surendettement en Guadeloupe en 2009



En dépit d'indicateurs sociaux dégradés, le nombre de dépôts de dossiers de surendettement reste en Guadeloupe très en deçà de la moyenne nationale (8 pour 10 000 habitants contre une trentaine en métropole). Cette étude est librement téléchargeable, comme toutes les publications de l'IEDOM, sur le site : <http://www.iedom.fr>

Le chômage atteint 23,8 % en juin 2010

Selon les résultats de l'enquête emploi réalisée par l'Insee au deuxième trimestre 2010, le taux de chômage en Guadeloupe s'élève à 23,8 % à fin juin, en progression de +1,5 point sur un an. Sur cette période, le nombre de chômeurs progresse de 10 % : 39 500 guadeloupéens sont au chômage au sens du BIT. Les plus touchés par le chômage sont les jeunes actifs de moins de 30 ans, avec un taux de 44,2 % (56,5 % pour les 15-24 ans). La durée moyenne d'ancienneté dans le chômage est de 53 mois et plus de la moitié des chômeurs de Guadeloupe (55 %) le sont depuis plus de 3 ans.

A titre de comparaison, le taux de chômage à la Martinique est de 21,0 %, un niveau comparable à celui de 2009 (21,7 %). Il est également de 21 % en Guyane.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Evolution institutionnelle en Guadeloupe

Consulté sur les évolutions institutionnelles à soumettre au Président de la République dans le cadre de la réforme territoriale, le Congrès de Guadeloupe réuni le 28 décembre a choisi de rester dans le cadre de l'Article 73 de la constitution en maintenant deux assemblées, à la différence de la Martinique et la Guyane. Il s'est également prononcé pour solliciter deux demandes d'adaptation portant sur le nombre de conseillers territoriaux souhaités (65 au lieu de 43) et sur le mode de scrutin.

Élections au CESR et à la CCI

Jocelyn Jalton a été réélu président du conseil économique et social régional (CESR) de Guadeloupe pour un second mandat de 3 ans. Le martiniquais Marcel Osenat présidera pendant cinq ans le groupe outre-mer du Conseil Economique Social et Environnemental national : il succède au polynésien Michel Paoletti. Colette Koury, présidente sortante de la CCI de Pointe-à-Pitre et sa liste « Rassemblement pour l'Entreprise Guadeloupe » ont remporté l'élection consulaire régionale : elle a été désignée le 4 janvier première présidente de la nouvelle CCI territoriale des îles de Guadeloupe, née du rapprochement des deux CCI de Basse-Terre et Pointe-à-Pitre préalablement en place.

Augmentation des taux d'octroi de mer sur certains produits

La Région Guadeloupe a relevé à compter du 1^{er} décembre les taux d'octroi de mer sur certains produits ayant des effets négatifs sur la santé (boissons alcoolisées, sucreries, etc.), ou importés (poissons surgelés, les œufs réfrigérés, etc.) dans une démarche de protection de la production locale. Il s'agit également d'harmoniser les taux entre la Guadeloupe et la Martinique dans la perspective de la constitution d'un marché unique antillais.

Le PAG poursuit sa modernisation

Le Port Autonome de la Guadeloupe (PAG) a reçu un nouveau portique de manutention, qui portera à cinq le nombre de portiques en exploitation sur le terminal à conteneurs de Jarry. L'engin, construit en Chine et fourni par la société hollandaise Kalmar Industries dispose d'une capacité de levage de 78 tonnes sous câbles : il complète le programme de modernisation du terminal de Jarry qui prévoit la création de 25 000 m² de surface de stockage supplémentaires. L'achat de ce portique de dernière génération, type new-panamax, a été effectué en défiscalisation pour un montant de 10 millions d'euros. La Caribbean Shipping Association (CAS) a récemment décerné au PAG son premier prix pour la croissance et le développement.

La Guadeloupe va vieillir nettement d'ici 2040

L'institut national de la statistique a présenté de nouvelles projections de population pour chaque région française de métropole et d'outre-mer à l'horizon 2040. A cette date, la Guadeloupe comptera 404 000 habitants contre 401 784 en 2008, soit une progression annuelle moyenne de 0,8 % entre 2008 et 2040. Le vieillissement de la population sera très prononcé : l'âge moyen passera de 36,2 à 47,7 ans, et la part des plus de 60 ans dans la population atteindra 40,2 % contre 17,2 %. La Guadeloupe sera alors la 3^{ème} région la plus âgée de France, derrière la Corse et la Martinique.

ACTUALITE REGIONALE

Saint-Martin signe avec l'État sa convention fiscale...

La convention fiscale qui lie la COM à l'État a été signée le 22 décembre par le président Frantz Gumbs et le préfet Jacques Simonnet. Elle précise le régime d'autonomie fiscale de la COM et les modalités d'échanges d'informations entre les signataires, afin de prévenir notamment la double imposition, l'évasion et la fraude fiscale. La COM, qui disposera de la "compétence de source", va pouvoir s'assurer de nouvelles recettes fiscales dès l'entrée en vigueur de la convention, qui devra être validée par une loi organique au 1^{er} trimestre 2011.

...et son contrat de développement

Le contrat de développement 2011-2013, signé le 23 décembre, porte sur un montant de 81 M€, contre 57 M€ pour le précédent : 30 M€ seront financés par l'État, 30 M€ par la COM, le reste provenant de fonds européens (Feder et Fse). Il permettra la réalisation de projets structurants tels que l'installation du RSMA ou la construction d'une nouvelle Cité scolaire, autour de trois priorités : les infrastructures, la cohésion sociale et la formation, et enfin l'amélioration du cadre de vie.

Crise électorale en Haïti

Les résultats finaux du premier tour de l'élection présidentielle, qui devaient être proclamés le 20 décembre, ont été reportés en raison des contestations qui ont plongé le pays dans une crise politique accompagnée de violences. A la demande du chef de l'État sortant, René Préval, une mission de l'Organisation des États américains (OEA) a été chargée de superviser le recomptage des votes de la présidentielle du 28 novembre, dont le second tour prévu le 16 janvier a été repoussé à fin février. Mirlande Manigat (31 % des voix) et Jude Célestin (22 %) étaient arrivés en tête selon le décompte provisoire.

L'AFD engagée en République Dominicaine

L'Agence française de développement (AFD) a approuvé le 16 décembre l'attribution d'un prêt de 30 M€ à la banque publique Banco de Reservas, première banque commerciale de République Dominicaine, pour le financement de projets d'investissement productif d'entreprises privées. Un concours d'environ 6 millions d'euros à également été attribué à l'université Pontificia Universidad Católica Madre y Maestra (PUCMM) pour le développement de prêts aux étudiants et de nouvelles filières de formation.

PRINCIPAUX INDICATEURS

LES INDICATEURS DE REFERENCE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix <i>(Source : INSEE)</i>	Indice des prix à la consommation France Novembre 2010	122,7	-0,2 %	2,4 %
Chômage <i>(Source : DDTEFP)</i>	Demandeurs d'emploi de catégorie (DEFM A) Novembre 2010	53 460	2,0 %	3,8 %
Commerce extérieur <i>(Source : Douanes)</i>	Exportations - (en M€) Importations - (en M€) <i>Cumul à fin octobre 2010</i>	134 1 710	- -	-9,9 % 8,4 %
Energie <i>(Source : EDF)</i>	Consommation d'électricité moyenne tension - GWh <i>Cumul annuel</i>	35 426	-88,8 % -	-4,1 % 7,0 %
Créations d'entreprises <i>(Source : INSEE)</i>	Nombre d'entreprises créées Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	399 5 071	- -	-5,7 % 14,6 %
LES INDICATEURS DE VULNERABILITE		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Ménages <i>(Source : IEDOM)</i>	Nombre de personnes physiques en interdit bancaire Nombre de retraits de cartes bancaires <i>Cumul annuel</i> Nombre de dossiers de surendettement déposés <i>Cumul à fin Décembre</i>	21 357 427 5 704 350	-0,9 % 0,7 % - -	-7,5 % 1,9 % 14,9 % 18,6 %
Entreprises <i>(Source : IEDOM)</i>	Incidents de paiement sur effet - Montant en milliers € <i>Cumul annuel</i> - Nombre <i>Cumul annuel</i>	1 323 16 875 122 1 516	-31,8 % - -11,6 % -	-28,3 % -11,2 % -13,5 % -13,0 %
LES INDICATEURS SECTORIELS		Données brutes	Var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire <i>(Source : Aéroport Pôle Caraïbe)</i>	Nombre de passagers - (entrées + sorties) <i>Cumul annuel</i>	130 590 1 667 095	10,9 % -	3,6 % 6,6 %
Trafic portuaire <i>(Source : Port autonome)</i>	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties) <i>Cumul à fin Novembre 2010</i>	2 867 697 734 089	- -	4,0 % 2,2 %
Immatriculations <i>(Source : CGDD)</i>	Immatriculations de véhicules neufs <i>(VPN+VUN)</i> Novembre 2010 <i>Cumul annuel</i>	1 854 15 654	12,2 % -	- -7,0 %
Construction <i>(Source : Ciments Antillais)</i>	Ventes de ciment (tonnes) <i>Cumul annuel</i>	20 813 239 473	8,1 % -	6,2 % 3,2 %
Banane <i>(Source : DDCCRF)</i>	Exportations de bananes (tonnes) <i>Cumul annuel</i>	7 036 27 078	85,5 % -	66,9 % -25,1 %

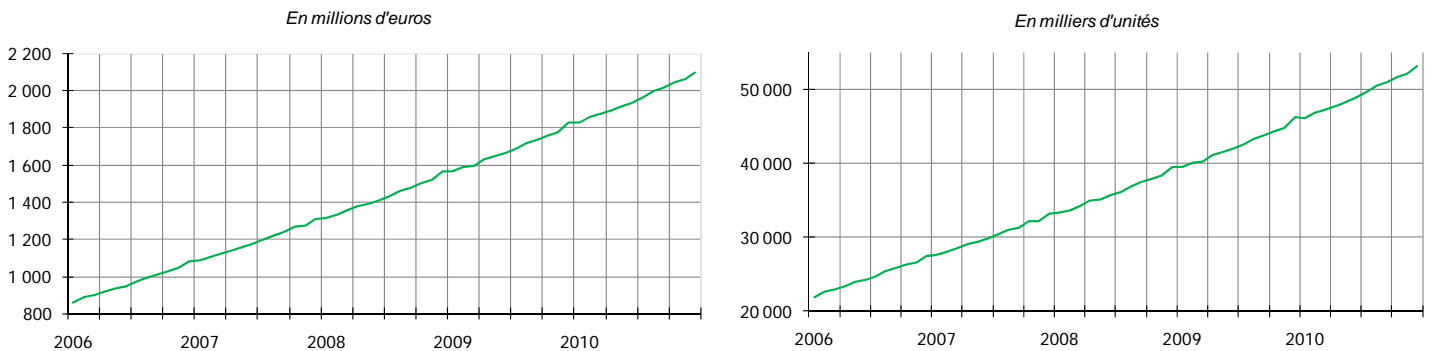
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Circulation fiduciaire

L'IEDOM, agissant au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France, met en circulation dans les départements d'outre-mer les **billets** qui ont cours dans la zone euro. Au 31 décembre 2010, l'agence de la Guyane a délivré en cumul depuis l'introduction de l'euro, 53,1 millions de billets pour une valeur totale de 2 098,6 M€, soit une hausse de 14,7 % sur un an (contre + 16,8 % à fin 2009). Les billets de 20€ représentent 47,9 % du total en volume, alors qu'ils ne représentent que 24,3 % du total en valeur. Inversement, les billets de 100€ représentent 38,2 % de la valeur totale mais 15,1 % du volume total.

Agissant pour le compte du Trésor public, l'IEDOM assure également l'émission de **pièces métalliques** en euros. Au 31 décembre 2010, l'émission nette cumulée de pièces en € s'élevait à 50,6 millions d'unités pour une valeur de 8,2 M€, soit une augmentation de 4,6 % sur un an (contre + 9,4 % à fin décembre 2009). Les pièces de 1 et 2 centimes, dont le taux de retour est très faible, représentent 51,9 % du total en volume, alors qu'elles ne représentent que 4,6 % de la valeur. Inversement, les pièces de 2€ qui ne représentent que 3,3 % du volume total représentent 40,4 % de la valeur totale.

Emissions nettes cumulées de billets



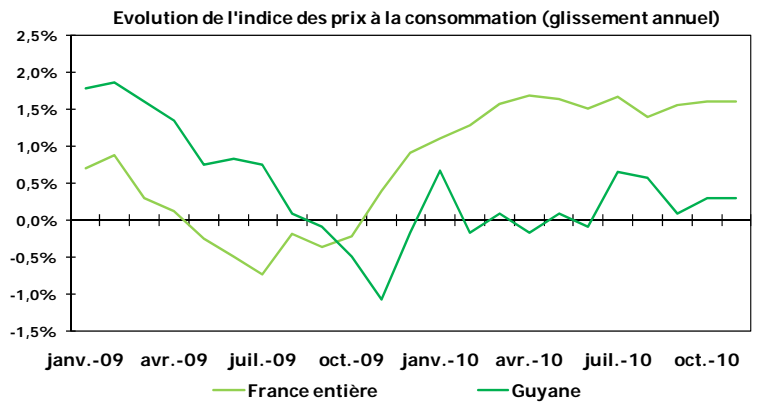
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix à la consommation

L'indice des prix à la consommation reste stable sur le mois de novembre 2010. Les prix stagnent sur les grands postes, même si les prix des produits frais et des transports et communications sont en recul (respectivement - 1,0 % et - 0,4 % sur le mois).

Sur un an, l'indice enregistre une légère hausse de 0,3 %. Ce mouvement s'explique par la progression des prix de l'alimentation, particulièrement des produits frais (+ 10,2 %), ainsi que ceux de l'énergie (+ 4,6 %). Parallèlement, les prix des produits manufacturés et des transports et communications restent sur leur tendance baissière (respectivement - 1,6 % et - 5,0 %).

Cette progression des prix sur un an demeure nettement inférieure à celle du reste de la France en novembre : + 2,4 % à la Guadeloupe, + 1,6 % à la Martinique et pour l'ensemble de la France, + 1,3 % à la Réunion. Ce décalage s'explique, à nouveau, par une plus forte augmentation des prix pour le poste « énergie » sur la France entière, et une moindre baisse sur les postes « transports » et « produits manufacturés »¹.



Source: INSEE

Emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi (catégorie A) augmente assez fortement (+ 3,0 %²) en novembre par rapport au mois précédent (contre une variation mensuelle moyenne de + 0,3 % en 2010), et atteint 16 235 demandeurs (données brutes). Sur un an, la hausse du chômage se confirme : + 8,1 %. De plus, tant le chômage des jeunes³ que le chômage de longue durée⁴ progressent (respectivement + 4,0 % et + 2,6 sur le mois après CVS). Parallèlement, le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle Emploi reste en baisse, tant sur le mois (- 8,4 %) que sur l'année (- 31,5 %).

Commerce extérieur

Cumulées à octobre, les importations totales de biens enregistrent sur un an une augmentation de 11,4 % en valeur⁵. En parallèle, les exportations de biens progressent de 42,7 % (sur la même période) suite à des réexportations liées au secteur spatial sur des postes tels que les « produits informatiques et électroniques ».

¹ Légère hausse à la Guadeloupe et à la Réunion sur le poste « produits manufacturés ».

² Evolution après CVS.

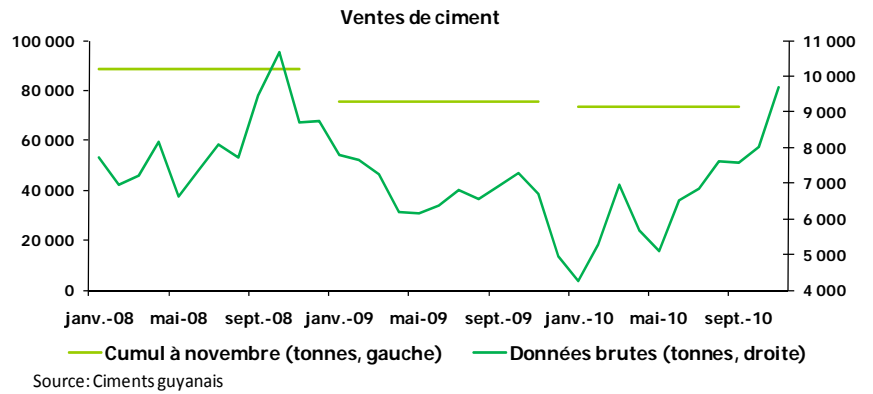
³ Demandeurs d'emploi de moins de 25 ans.

⁴ Demandeurs d'emploi depuis plus d'un an, catégories A, B et C.

⁵ Augmentation portée principalement par la progression du poste « produits informatiques, électroniques et optiques », due aux imports du secteur spatial, et des postes « produits agroalimentaires » et « produits pétroliers ».

BTP

Les ventes de ciment de novembre confirment la dynamique positive de cette fin d'année 2010, et progressent de 20,7 % sur le mois (+ 44,5 % en glissement annuel). En cumul à fin novembre, les volumes vendus retrouvent quasiment les niveaux de l'an dernier (- 2,9 %) après un premier semestre difficile. Cette forte progression sur un an s'explique notamment par d'importants chantiers en cours, tels que la réfection des quais du port de Dégrad des Cannes, l'extension du Centre Hospitalier de Cayenne, la construction d'un nouvel hypermarché dans la zone Industrielle Terca, ou encore celle de logements sociaux à Saint-Laurent du Maroni.



Carburants

L'arrêté préfectoral n°2417 du 31 décembre 2010 fixe, à compter du 1^{er} janvier 2011, le prix de détail des carburants à 1,45€ / litre pour l'essence (soit une hausse de quatre centimes), et 1,29€ / litre pour le gazole (soit une hausse de cinq centimes). Cette augmentation est due à une hausse de la taxe spéciale de consommation sur les carburants votée par la Région Guyane.

Social

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et l'Allocation Parent Isolé (API) dans les DOM, à compter du 1^{er} janvier 2011. L'Allocation de Retour à l'Activité (ARA) est également supprimée, le RSA couvrant l'objectif de réinsertion professionnelle de l'ARA. L'accompagnement social et professionnel devrait être renforcé. Les personnes précédemment couvertes par le RMI en seront bénéficiaires de droit. De plus, les auto-entrepreneurs, les étudiants de plus de 26 ans ainsi que les salariés sous plafond de ressources pourront également en bénéficier, après décision individuelle du Conseil Général.

Collectivités

La Communauté des Communes des Savanes voit le jour à partir du 1^{er} janvier 2011. Elle regroupe les communes de Saint-Elie, Iracoubo, Sinnamary et Kourou. La représentation au sein de cette structure sera proportionnelle à la démographie des communes : respectivement trois, quatre, cinq et huit délégués pour les communes précédemment citées. Les compétences obligatoires comprennent les domaines de l'aménagement du territoire et du développement économique. En outre, des compétences optionnelles relatives à l'environnement, l'habitat, le sport ou la culture pourront être utilisées. La Guyane devient ainsi une région entièrement couverte par des structures intercommunales.

Institutions

Les élections des membres de l'Assemblée Générale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Guyane (CCIG) se sont déroulées au début du mois de décembre 2010⁶. C'est la liste « La force d'agir pour tous », conduite par Jean-Paul Le Pelletier, Président sortant, qui l'a emporté, récoltant l'ensemble des sièges à pourvoir.

Démographie

L'INSEE a publié en décembre 2010 ses dernières projections de population par régions à l'horizon 2040. Selon cette étude, la Guyane pourrait alors compter 574 000 habitants, soit une progression de plus de 169 % entre 2007 et 2040. La Guyane resterait la région française la plus jeune (âge moyen estimé à 30 ans), et la plus dynamique (taux de croissance annuel moyen entre 2030 et 2040 estimé à 2,6 %).

Par ailleurs, selon les derniers chiffres de la population légale, issus du recensement de 2008 et publiés début janvier 2011, la Guyane comptait 219 266 habitants au 1^{er} janvier 2008.

Urbanisme

La Mairie de Cayenne et l'Agence Nationale de Rénovation Urbaine ont signé un avenant relatif au Projet de développement et de rénovation urbaine de certains quartiers de Cayenne classés en Zone Urbaine Sensible, lançant ainsi la première phase du programme de réaménagement, pour un montant d'environ 164 M€. Quatre secteurs insalubres, comprenant les cités Mirza, Médan et Eau Lisette, sont concernés. De plus, la concertation quant à la deuxième phase de réaménagement, qui concernera les quartiers des Tours Floraliés et la cité Rénovation Urbaine, a été lancée, et devrait aboutir à une signature dans le courant du premier semestre 2011.

Equipement du territoire

A l'occasion de sa visite en Guyane début décembre 2010, la ministre de l'Outre-mer, Madame Marie-Luce Penchard, a signé avec Messieurs Daniel Ferey, préfet de Guyane et Rodolphe Alexandre, Président de la Communauté de Communes du Centre Littoral (CCCL) et de la Région, une convention relative à la construction d'une usine d'eau potable à Matiti (commune de Macouria). Le projet, cofinancé par la CCCL, l'Etat, l'Europe et la Région, devrait coûter 40 à 50 M€. L'usine traitera l'eau prélevée dans le fleuve Kourou et alimentera les communes de la CCCL.

Secteur aurifère

La société aurifère guyanaise Auplata va se rapprocher de la société minière canadienne Columbus Gold, en entrant au capital à hauteur de 45 % environ. Parallèlement, Columbus Gold participera, pour 7 millions de dollars, à la valorisation du gisement de « Paul Isnard », notamment par des études géologiques et de faisabilité. Par ailleurs, la société guyanaise travaille à la mise au point d'une nouvelle technique d'extraction de l'or, en mettant en œuvre un « démonstrateur en cuves agitées », utilisant du thiosulfate de sodium. Après des premiers résultats encourageants, Auplata va construire une unité de traitement de plus grande taille, afin d'améliorer le rendement de l'extraction de minerai⁷.

⁶ Le mode de scrutin, par correspondance ou internet, explique la durée (deux semaines) de la procédure.

⁷ Actuellement, Auplata extrait 30 % de l'or contenu dans les minerais par procédé gravimétrique.

Secteur spatial

Le 29 décembre 2010, lors de son 55^{ème} lancement, Ariane 5 a mis en orbite deux satellites de télécommunications : Hispasat 1E pour l'opérateur espagnol Hispasat, et KOREASAT 6, pour l'opérateur coréen KT Corporation. Au cours de l'année 2010, 12 satellites ont été lancés par Ariane 5, pour 6 tirs. En 2011, au moins 6 lancements d'Ariane 5 sont prévus depuis Kourou, dont le prochain le 15 février (lancement du deuxième ATV « Johannes-Kepler », à destination de la station spatiale internationale). Arianespace prévoit également les premiers lancements de Soyuz et de Vega depuis le Centre Spatial Guyanais.

Par ailleurs, à l'occasion d'un déplacement dans l'Eure⁸, Nicolas Sarkozy a souhaité réaffirmer son engagement en faveur d'une politique industrielle spatiale ambitieuse et innovante. Plus concrètement, la France défendra le programme de modernisation d'Ariane 5 devant l'Agence Spatiale Européenne en 2012. Cette « seconde version » d'Ariane 5, dans laquelle l'Etat a déjà investi plusieurs centaines de millions d'euros, pourrait voir le jour en 2016-2017. En outre, le Président de la République a signé un protocole d'accord engageant 82,5 M€ pour la réalisation d'études préparatoires sur le futur lanceur « Ariane 6 » (sa réalisation est envisagée à l'horizon 2025). Il s'agit de la première tranche issue de l'enveloppe de 250 M€ consacrée à ce projet dans le cadre du grand emprunt.

ACTUALITES REGIONALES

Brésil

Le 12 décembre 2010, une fusée expérimentale de moyenne portée a été lancée avec succès depuis la base d'Alcantara, dans l'Etat du Maranhao, au nord-est du Brésil. La fusée a volé pendant 18 minutes à plus de 240km d'altitude, avant de retomber dans la mer et d'être récupérée par l'armée brésilienne. Elle transportait un module de charge utile destiné à des expérimentations sur l'environnement de la microgravité. Depuis dix ans, le Brésil développe sa technologie de mise en orbite de satellites, en coopération avec l'Ukraine et la Chine.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

		Données brutes	Δ % mois précédent**	Glissement annuel
Prix (Source : INSEE)	Prix à la consommation (avec tabac) – novembre 2010 (Indice base 100 : année 1998)	121,4	0,0 %	+0,3 %
Emploi (Sources : DDTEFP et Pôle emploi)	Demandeurs d'emploi (DEFM A) - à fin novembre 2010 Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin novembre 2010	16 235 6 718	+ 3,0 %*** + 1,7 %	+ 8,1 % + 12,9 %
RMI (Source : CAF)	Nombre de bénéficiaires - à fin décembre 2010 Cumul 2010 des prestations nettes versées	10 079 63,6 M€	- 1,1 %	- 4,0 % - 0,7 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)*	Exportations – octobre 2010 Cumul 2010	9,5 M€ 133,7 M€	+ 23,1 %	- 3,0 % + 42,7 %
	Importations - octobre 2010 Cumul 2010	86,1 M€ 859,0 M€	- 0,7 %	- 1,0 % + 11,4 %
	Taux de couverture en cumul - à fin octobre 2010	15,6 %		+ 3,4 points

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Spatial (Source : Arianespace)	Tirs effectués – à fin décembre 2010 Rappel cumul à fin décembre 2009	6 tirs Ariane 5 (12 satellites) 7 tirs Ariane 5 (12 satellites)
Riz (Sources : DAF Guyane et Douanes)*	Production de riz (2 ^{ème} tranche 2010) Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) Exportations de riz (cumul à fin octobre 2010)	5 756 tonnes (- 18,3 % sur un an) 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) 5 541 tonnes (+ 65,2 % sur un an) pour 1,81 M€ (+ 21,2 %)
BTP (Source : Ciments Guyanais)	Ventes de ciment – novembre 2010 Cumul 2010	9 688 tonnes (+ 44,5 % sur un an) 73 547 tonnes (- 2,9 % sur un an)
Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douanes)*	Prises de crevettes (cumul à fin juin 2010) Exportations de crevettes (cumul à fin octobre 2010)	623,7 tonnes (- 31,7 % sur un an) 687,2 tonnes (- 24,9 % sur un an)
Or (Source : Douanes)*	Exportations d'or (cumul à fin octobre 2010)	23,7 M€ (+ 22,2 % sur un an)
Bois (Source : ONF)*	Grumes sorties de forêt (cumul à fin décembre 2010)	68 225 m ³ (- 19,0 % sur un an)

* données provisoires

**variations mensuelles des données brutes, non corrigées des variations saisonnières

***variations mensuelles des données corrigées des variations saisonnières

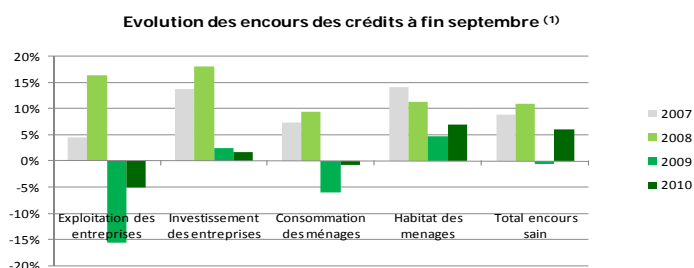
⁸ Usine de Safran, à Vernon, qui fabrique les moteurs d'Ariane.

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Progression des encours de crédits des établissements locaux à fin septembre 2010¹

A fin septembre 2010, l'encours sain des établissements de crédits locaux augmente de 6,0 % sur un an (contre -0,2 % un an plus tôt). Ce rebond est porté en partie par la progression des crédits à l'habitat des ménages (+6,9 %) et dans une moindre mesure par celle des crédits à l'investissement des entreprises (+1,6 %).

Le crédit à la consommation des ménages et le crédit d'exploitation des entreprises sont toujours mal orientés (- 0,8 % et - 5,1 % respectivement).



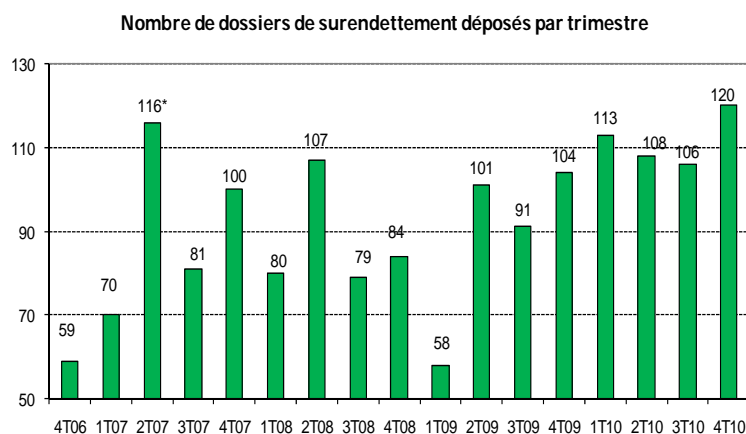
Source : IEDOM

Concernant le crédit à la consommation, une embellie est attendue au dernier trimestre 2010 avec le redressement observé en fin d'année sur le marché automobile en liaison avec le dispositif de prime à la casse.

Surendettement : une activité record en 2010

Au cours du quatrième trimestre 2010, 120 dossiers ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement ; 106 ont été déclarés recevables, soit un taux de recevabilité de 88,3 %.

Le nombre de dépôts (447) atteint un niveau record en 2010, progressant de 26,3 % sur un an.



Source : IEDOM

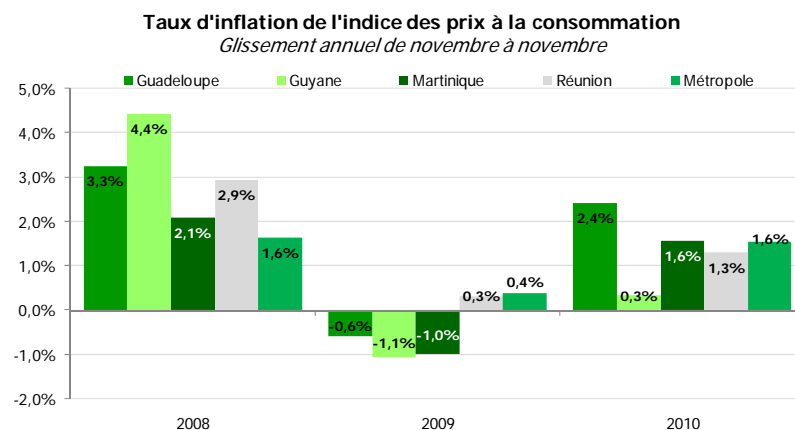
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : +1,6 % à fin novembre 2010

En novembre 2010, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 123,2 enregistrant une baisse de - 0,2% sur un mois. Le taux d'inflation annuel s'établit à +1,6 % contre -1 % à fin novembre 2009.

Cette progression tient au relèvement des prix de l'énergie (+11,2 % sur un an) et dans une moindre mesure à la hausse des prix des services (+1 % sur un an). Dans le même temps, le prix de l'alimentation se stabilise (+0,8 %) en dépit de la hausse des produits frais (+2 %). Enfin, les produits manufacturés affichent une baisse de 0,3 % sur un an.

Au final, l'évolution des prix à la Martinique est équivalente à celle enregistrée en Métropole (+1,6 %) et proche de celle de la Réunion (+1,3 %). En revanche, l'inflation est plus vive en Guadeloupe (+2,4 %) tandis qu'elle se réduit en Guyane (+0,3 %).



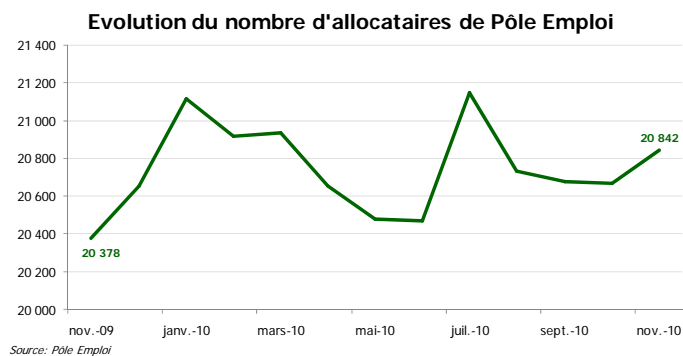
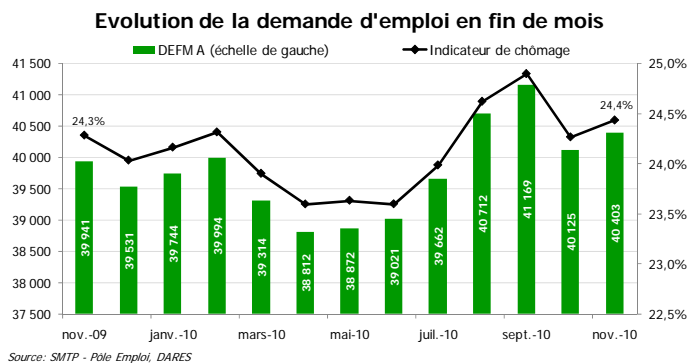
Source : Insee

¹ Situation provisoire réalisée à partir du système déclaratif SURFI.

Marché du travail : poursuite de la hausse du chômage

À fin novembre 2010, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 40 403, soit une progression de 1,2 % par rapport à novembre 2009. L'indicateur de chômage gagne 0,2 point sur un an pour s'établir à 24,4 %.

Parallèlement, à fin novembre 2010, 20 842 allocataires de Pôle Emploi étaient recensés, soit une augmentation de 2,3 % sur un an. Le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage atteint 15 483, soit une progression de 3,5 % sur un an.



ACTUALITE REGIONALE

Campagne de sensibilisation de la population au tourisme

Le 18 décembre a débuté une campagne de sensibilisation des martiniquais au tourisme. Intitulée « bâtisseurs de paradis » et déclinée sur plusieurs supports (presse, télévision, panneaux publicitaires), elle a vocation à durer jusqu'au mois d'avril, soit durant toute la haute saison touristique. La stratégie de cette campagne repose sur la valorisation des professionnels du secteur.

Plan « ambition jeunes Martinique »

La Région a présenté, le 14 décembre dernier, son nouveau plan « ambition jeunes Martinique », dans le but de conforter l'action éducative, contribuer à l'élévation du niveau de formation, établir une égalité de traitement entre les jeunes, et de mieux accompagner les jeunes, leurs familles et les établissements. En 2011, ce plan bénéficiera d'une enveloppe de 3 millions d'euros.

Convention pour la réhabilitation du logement

Dans le cadre du Plan de Relance Régional, la DDE, la Région, les opérateurs sociaux, les banques et Martinique Habitat ont signé, le 10 décembre dernier, une convention d'objectifs dans le but de proposer un meilleur accompagnement pour l'obtention de l'Aide à l'Amélioration de l'Habitat (AAH) et la construction de logements évolutifs sociaux (LES). Ce projet concerne plus de 700 foyers, principalement occupés par des personnes âgées de plus de 65 ans et à faible revenus. La contribution régionale à la relance du logement s'élève à 2,9 millions d'euros. Ce projet, au-delà de la réhabilitation du logement, a également pour ambition indirecte de relancer le BTP et de créer des emplois.

Fonds Européens

La dernière réunion de l'année du comité de pilotage stratégique des programmes opérationnels s'est tenue le 24 décembre dernier et a permis la validation de 69 projets, pour une valeur totale de 52 millions d'euros, dont 48 millions d'aides publiques, réparties comme suit : 23 millions des fonds européens et 25 millions d'euros de l'Etat, la Région et le Département. Parmi les projets retenus, l'institut régional de formation aux métiers du sport et de la jeunesse (IRFMS) représente un montant global de 27 millions (dont 13 M€ du Conseil Régional et 8M€ du FEDER).

Visite présidentielle

Les vendredi 7 et samedi 8 janvier 2011, le Président de la République a effectué une visite en Martinique, pendant laquelle il s'est entretenu avec les élus de l'évolution institutionnelle prévue en juin 2012. Il a participé à une table ronde sur le thème du tourisme et du développement économique en présence d'élus et de socioprofessionnels, avant de se rendre en Guadeloupe.

Vote du budget 2011 du Conseil Régional

Le Conseil Régional a voté son budget 2011, qui s'élève à 345 millions d'euros (en hausse de +2,03 % par rapport à 2010), assorti d'un emprunt de 60 millions d'euros pour supporter des dépenses d'investissements de 179 millions d'euros, et d'une aide exceptionnelle au CHU de la Meynard de 2,5 millions d'euros.

INDICATEURS DE REFERENCE

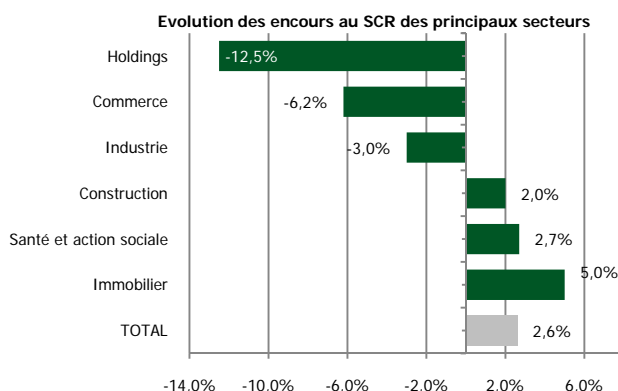
			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2010	123,2	-0,2 %	+1,6 %
Chômage (source : DDTEFP)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2010	40 403	+0,7 %	+1,2 %
	Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556)	- novembre 2010	24,4 %		+0,2 point
Allocation Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi	- novembre 2010	14 333	+0,6 %	+0,5 %
RMI (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- décembre 2010	28 843	- 0,2 %	+0,7 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (en M€)	- octobre 2010	178,7	-18,8 %	7,3 %
	Exportations (en M€)	- octobre 2010	30,7	+15,5 %	ns
	Taux de couverture mensuel:		17,2 %		+8,1 points
Grande distribution (source : DRCCRF)	Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990)	- novembre 2010	268	+2,2 %	+2,4 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- novembre 2010	440,5		+9,6 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdit bancaires	- novembre 2010	18 153	+0,4 %	-3,5 %
	Retrait de cartes bleues (cumul)	- novembre 2010	6 083	-	+17,2 %

LES INDICATEURS SECTORIELS

			Données brutes	var. % mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : CCIM)	Nombre de passagers	- novembre 2010	110 635	+9,7 %	+3,9 %
		- cumul annuel	1 413 430		+3,9 %
Trafic Maritime (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- novembre 2010	8 511	ns	-37,8 %
		- cumul annuel	65 630		+45,6 %
Construction (source: Ciments antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- novembre 2010	17 128	+2,8 %	-4,1 %
		- cumul annuel	183 393		-0,8 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- novembre 2010	1 510	+51,6 %	+32,9 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- novembre 2010	171	+8,9 %	+9,6 %
	Cumul annuel (VPN + VUN)		12 124	-	-5,0 %

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Hausse de l'encours de crédit issu du SCR à fin octobre 2010



L'encours de crédit issu du Service Central des Risques de la Banque de France (hors sphère publiques et activité financière) progresse de 2,6 % à fin octobre 2010 par rapport à fin octobre 2009. La croissance de 5,0 % de l'encours de crédit dans l'immobilier (près de la moitié des concours totaux) contribue nettement à cette hausse. D'autres secteurs tels que la construction (+2,0 %) ou "la santé et l'action sociale" (+2,7 %) sont également dynamiques. A noter que le sous-secteur de "l'eau et de l'énergie" augmente de 46,0 % en raison des investissements réalisés dans le photovoltaïque.

En revanche, l'encours porté par les holdings et sièges sociaux est en retrait de 12,5 %, tout comme celui du commerce (-6,2 %).

Mutations et évolutions de l'économie mahoraise à la veille de la départementalisation

Les années 1990 et la première moitié des années 2000 ont été marquées par un rattrapage du PIB de Mayotte par habitant, et la réduction des écarts avec les niveaux de vie de la métropole et des quatre DOM. Comme dans les DOM, l'origine de l'augmentation du niveau de vie mahorais est en grande partie exogène mais la faiblesse relative du secteur marchand y est encore plus marquée. La difficulté consiste à créer les conditions d'un développement endogène et à identifier des niches d'activité à fort potentiel alors même que Mayotte doit faire face à des contraintes fortes (pression démographique, niveau de qualification faible, infrastructures encore insuffisantes, absence de cultures de rente, tissu d'entreprises réduit...). L'étude est disponible sur le [site de l'ledom](#).

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la consommation IPC France entière	Novembre 2010	124,3	+ 0,2 %	+ 1,3 % + 1,6 %
RMI + RSO (CAF)	Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO Cumul des prestations versées (millions d'€)	Novembre 2010	72 607 363,8	- 0,4 %	+ 1,9 % + 2, %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (en cumul - millions d'€) Exportations (en cumul - millions d'€) Taux de couverture	Octobre 2010	3 343 225 6,7 %	- - -	- 1,8 % + 11,3 % + 0,8 pt
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (anciennement cat 1+ cat 2 + cat 3 hors activité réduite)	Novembre 2010	113 735	+ 0,7 %	+ 12,7 %

LES SECTEURS D'ACTIVITE

			Données brutes	Δ mois précédent	Glissement annuel
Trafic maritime (DDE)	Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) Cumul 2010	Septembre 2010	301 842 3 075 979	- 27,5 % -	- 5,8 % + 5,8 %
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds Cumul 2010	Novembre 2010	166 339 1 826 328	-13,6 % -	+ 13,3 % + 11,5 %
Construction (Douanes / CERBTP)	Importation de ciment/clinker (millions d'euros) Cumul 2010 (millions d'euros) Importation de ciment/clinker (milliers de tonnes) Cumul 2010 (milliers de tonnes) Effectifs salariés du BTP	Octobre 2010 cumul Oct. Octobre 2010 cumul Oct. Octobre 2010	3,0 21,3 55,9 301,2 17 592	n.s. +16,5 % n.s. +22,0 % + 0,7 %	-23,9 % - 12,1 % - 5,5 % - 0,8 % - 5,9 %

Ibrahim Patel, nouveau président de la Chambre de commerce et d'industrie de La Réunion

Ibrahim Patel, commerçant à Saint Paul, a été élu président de la Chambre de commerce et d'industrie de La Réunion (CCIR) lors de l'assemblée du 30 décembre 2010. Il succède à Éric Magamootoo, président sortant. Il a annoncé la mise en place de maisons de l'entreprise dans l'Est et dans l'Ouest en complément de celles situées dans le Sud et le Nord, qui seront réorganisées.

Mise en place du Revenu de Solidarité Active (RSA) au 1^{er} janvier 2011 à La Réunion

Le Revenu de Solidarité Active (RSA) va être généralisé à l'ensemble des Départements d'outre-mer ainsi qu'à Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon. La particularité du RSA dans les DOM est qu'il va coexister durant deux ans avec le revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA). A compter du 1er janvier 2013, seul subsistera le RSA. Il existe deux formes de RSA : le RSA « socle » et le RSA « chapeau ». Le RSA « socle » est une nouvelle prestation gérée par la Caisse d'allocation familiale qui remplace le Revenu minimum d'insertion (RMI), et l'Allocation parent isolé (API). A la différence du RMI, le RSA peut être perçu par un jeune de moins de 25 ans à condition que l'allocataire justifie de deux ans de travail dans les trois dernières années. Le RSA « chapeau » (ou RSA « activité ») est un complément de revenu qui s'adresse aux personnes démarrant ou reprenant une activité professionnelle et dont les revenus sont limités. Ce gain financier encourage le retour à l'emploi des titulaires de minima sociaux afin de compenser la perte de droits connexes (exonération de la redevance télé, tarifs réduits dans les transports, ...).

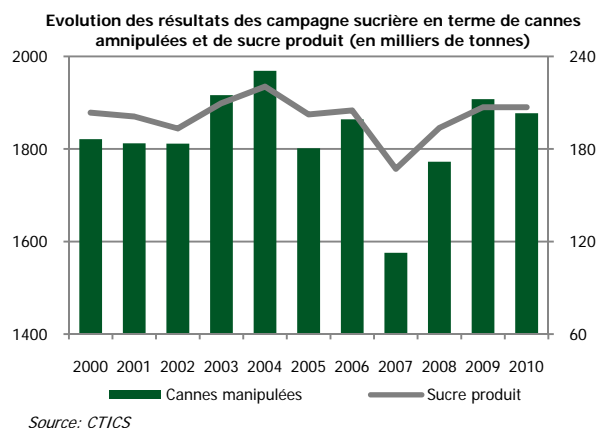
Hausse de l'emploi dans le secteur privé

L'emploi dans le secteur privé progresse de 1,2 % au troisième trimestre 2010 par rapport au troisième trimestre 2009 selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale¹ (Acos). Cette hausse est supérieure à celle observée au niveau national (+0,7 %). Parallèlement, la masse salariale dans l'île progresse au même rythme qu'en France entière avec une hausse de 2,5 % sur un an.

Campagne sucrière 2010 : légère baisse de la production

La campagne sucrière 2010 enregistre une légère baisse de la production sucrière (-2,15 %), mais reste supérieure à la moyenne décennale (+2,2 %). D'une part, cette diminution provient d'une contraction des volumes de cannes manipulées par les deux usines de l'île (-1,6 % par rapport à 2009). D'autre part, la richesse moyenne enregistrée en 2010 est inférieure à celle de 2009. Cette baisse de la richesse s'explique par des conditions climatiques difficiles au début et en fin de campagne.

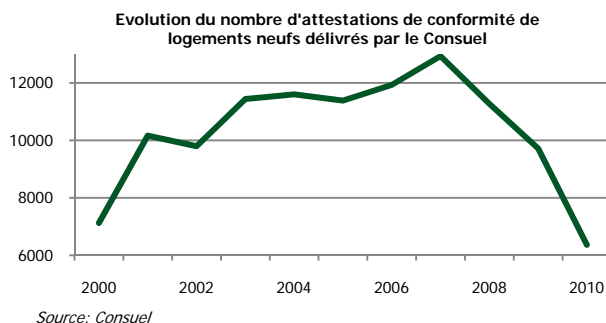
Les volumes de cannes manipulés sont restés assez stables à l'usine de Bois rouge avec une faible baisse de 0,4 % tandis que la production de l'usine du Gol décroît de 2,6 %.



Plus d'un million d'habitant à La Réunion en 2040

En 2040, La Réunion devrait compter 1 061 000 habitants, soit un tiers de plus qu'aujourd'hui. D'ici là, la croissance annuelle de la population devrait ralentir, tout en restant à un niveau élevé. Au fil des ans, la structure de la population réunionnaise se modifie, amplifiant le vieillissement de la population. En 2040, un quart de la population aura plus de 60 ans. L'étude est disponible sur le [site de l'Insee](#).

Chute de la production de logements neufs en 2010



La production de logements neufs a fortement diminué en 2010. En effet, le nombre d'attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel baisse de 34,5 % en 2010 par rapport à 2009. Depuis 2007, le nombre de logements neufs a été divisé par deux. La construction de logements collectifs (plus de 9 logements) est principalement touchée avec une forte contraction (-45,2 % en un an). Le nombre de logements individuels ou collectifs de petites tailles (moins de 9 logements) décroît moins fortement (-7,4 %).

Seule la construction privée de logements est concernée par cette baisse, le logement social ayant progressé de 7 % en 2010 (logements sociaux visés par le Consuel).

Prolongation de la défiscalisation sur le photovoltaïque jusqu'au 30 juin 2011

La commission mixte paritaire chargée de mettre d'accord les députés et les sénateurs sur le projet de loi de Finances pour 2011 a entériné la poursuite du crédit d'impôt en Outre-mer jusqu'au 30 juin 2011 sur les installations de panneaux photovoltaïques d'une puissance inférieure à 20 kilowatts. Une commission d'évaluation doit rendre ses conclusions quant à l'avenir de la défiscalisation à cette date.

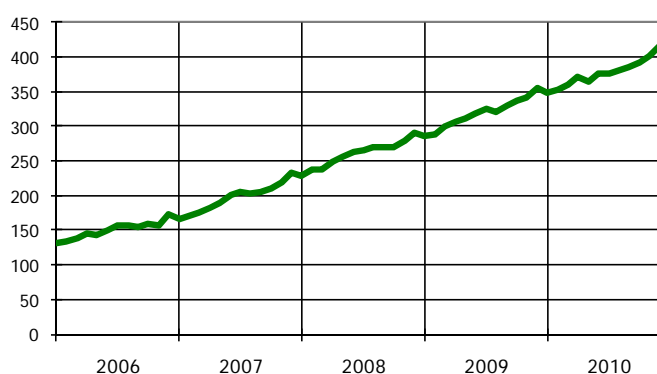
¹ Les résultats de l'Acos sont tirés de la base Séquoia qui centralise l'ensemble des bordereaux récapitulatifs de cotisations établissements employeurs du régime général qui déclarent aux Urssaf leurs cotisations sociales, ...

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

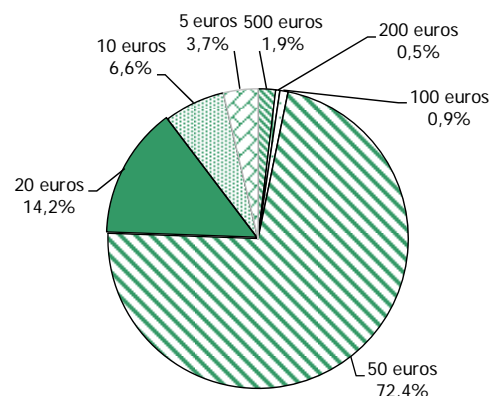
Les émissions nettes

Au 31 décembre 2010, les émissions nettes de billets en valeur progressent de 4,2 % sur le mois (après +2,6 % en novembre) et atteignent 418,6 millions d'euros. En un an, elles se sont étoffées de plus de 62 millions d'euros. Les émissions nettes de billets en nombre sont également en hausse : +4,8 %, après +3,1 % le mois précédent. Le nombre de billets émis par l'IEDOM de Mayotte s'établit à 8,2 millions au 31 décembre 2010. La valeur moyenne du « billet » circulant dans l'île s'établit à 51 €.

Emissions nettes cumulées de billets, en millions d'euros



Répartition des billets en volume

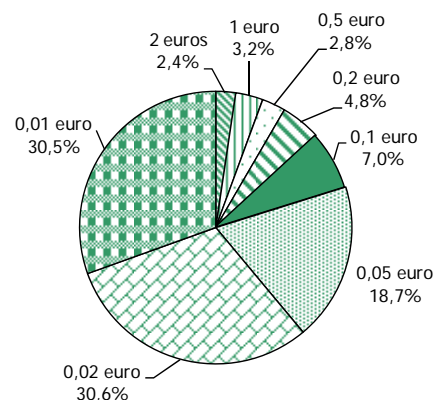


Avec plus de 2,8 millions d'euros au 31 décembre 2010, les émissions nettes de **monnaie métallique** progressent de 4,3 % en valeur sur le mois (après un retrait de 2,7 % en novembre), pour un nombre de coupures en circulation de 22 millions d'unités. La répartition des coupures laisse toujours une part prépondérante aux monnaies divisionnaires. Parmi elles, les « pièces rouges » représentent environ 80 % des pièces émises en nombre et 14 % de leur valeur.

Emissions nettes cumulées de pièces, en milliers d'euros



Répartition des pièces en volume



BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Publication au J.O du 8 décembre 2010 des lois organique et ordinaire relatives au département de Mayotte

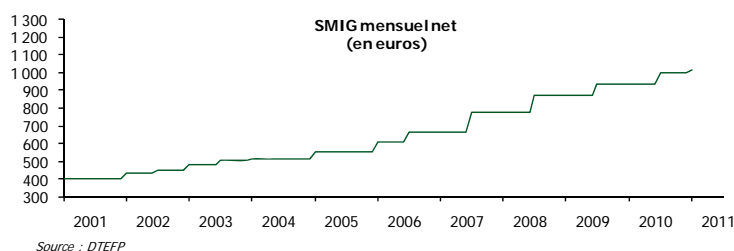
Les lois organique et ordinaire érigeant Mayotte en 101^{ème} département français ont été publiées au journal officiel du 8 décembre 2010. La loi organique n° 2010-1486 composée de 4 articles pose le principe de la création d'une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution. Le « Département de Mayotte », ainsi constitué exercera les compétences d'un département et d'une région d'outre-mer. Le mandat des conseillers généraux qui seront élus en mars 2011 expirera en mars 2014. Un renouvellement intégral est prévu à cette date et le nombre de conseillers généraux est fixé à 23.

La loi ordinaire n° 2010-1487 composée de 37 articles fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de la collectivité unique. Elle précise dans son article 11 que « le code général des impôts et les autres dispositions de nature fiscale en vigueur dans les départements et régions d'outre-mer sont applicables à Mayotte à compter du 1^{er} janvier 2014 ». Cette loi crée également un fonds mahorais de développement économique, social et culturel doté de 30 millions d'euros sur 3 ans (conformément au pacte pour la départementalisation). Il sera mis en place au plus tard le 31 décembre 2011. Il a pour objet le soutien de l'investissement et la mise à niveau des infrastructures.

Elle prévoit également que l'évolution de la législation vers le droit commun soit réalisée au moyen d'ordonnances.

SMIG- Nouveau coup de pouce du SMIG mahorais au 1^{er} janvier 2011

Faisant suite à la commission consultative du travail du 20 décembre 2010, le Préfet de Mayotte a pris un arrêté le 23 décembre 2010 fixant le SMIG horaire à 6,43 € brut à compter du 1^{er} janvier 2011, soit une augmentation de 1,56 % par rapport à janvier 2010. L'augmentation du SMIG interviendra désormais chaque année au 1^{er} janvier et non plus au 1^{er} juillet.



Election à la CCIM

Mme Ida NEL, directrice de la Société Nel Import Export (SNIE) et tête de la liste « Mayotte en marche » a été élue présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Mayotte (CCIM) pour une durée de six ans.

Emploi – Les résultats de l'enquête emploi 2009 de l'INSEE

Les résultats de l'enquête Emploi de l'INSEE (réalisée en 2009) sont parus en décembre 2010. Ils révèlent un taux d'activité particulièrement faible : 41 % contre 60,5 % à La Réunion et 70 % en France métropolitaine. Ce faible taux s'explique en partie par une proportion importante de personnes peu ou pas diplômées et qui ne se porte pas sur le marché du travail. La faiblesse des offres d'emplois dans le secteur marchand contribue également à la faiblesse du taux d'activité. L'emploi est majoritairement salarié et 54 % des salariés travaillent dans le secteur public.

Le chômage dont le taux global s'établit à 17,6 % concerne davantage les femmes et les jeunes. Enfin, quelque 29 300 personnes inactives désirant travailler ne sont pas enregistrées comme chômeuses au sens du BIT. Elles forment le « halo » du chômage. Elles représentent 44 % de l'ensemble des inactifs de 15 à 64 ans à Mayotte contre 13 % à La Réunion et 3,5 % en France métropolitaine.

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006	nov.-10	112,2	0,1%	2,5%	
Chômage (source : ANPE)	Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi	sept.-10	11 429	13,0%	7,5%	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	26 846	-11,5%	-14,6%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-10	277 174	10,7%	2,4%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-10	131	-86,4%	-55,6%
		cumulées	sept.-10	7 482	1,8%	90,6%
	Taux de couverture	mensuels	sept.-10	0,49%	-2,69 pt	-0,45 pt
	cumulés	sept.-10	2,70%	-0,24 pt	1,25 pt	

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :			Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois	
Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	nov.-10	528	0,8%	34,7%
		cumulés	nov.-10	5 407	-	24,2%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	nov.-10	17 451	-29,6%	-22,5%
		cumulés	nov.-10	253 148	-	9,5%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	nov.-10	31,1	-21,6%	53,9%
	cumulés	nov.-10	475,8	-	26,2%	
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-10	4 738	-58,8%	-70,5%
	cumulées	sept.-10	61 886	-	-16,8%	
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-10	36 748	0,7%	5,8%
	Consommation (en milliers de Kwh)	mensuelles	sept.-10	15 688	-29,2%	-17,6%
	cumulées	sept.-10	177 889	-	9,7%	
Automobile (Source : SOREFI)	Ventes de véhicules neufs :					
	- nombre de véhicules particuliers	mensuels	déc.-10	100	47,1%	14,9%
		cumulés	déc.-10	874	-	0,5%
	- nombre de véhicules utilitaires	mensuels	déc.-10	5	-58,3%	-72,2%
	cumulés	déc.-10	184	-	-3,7%	
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuels	sept.-10	6	-11,2%	-17,5%
		cumulés	sept.-10	46	-	-36,4%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-10	40	-11,4%	-11,4%
	cumulées	sept.-10	308	-	-33,8%	

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

*Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En décembre 2010, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré 4 incidents de paiement sur chèques. Au quatrième trimestre 2010, 13 incidents ont été recensés. Par ailleurs, seul un retrait de carte bancaire a été enregistré en décembre, le cumul annuel s'établissant à 21 décisions de retrait. Enfin, l'archipel comptait 23 personnes physiques en interdit bancaire, soit trois de moins qu'en septembre 2010.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis décembre 2007.

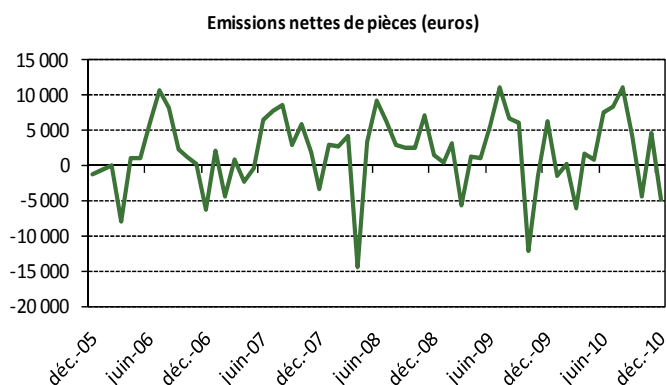
Opérations de compensation

Le volume des chèques présentés à la compensation au cours du quatrième trimestre 2010 progresse de plus de 15% par rapport à la même période de l'année précédente. Toutefois, sur l'année 2010, le nombre de chèques compensés par l'IEDOM recule de plus de 40% par rapport à l'année 2009, en raison notamment de la diminution du nombre de participants à la compensation suite à la fusion des deux principaux établissements de crédits (Banque des Iles et Crédit Saint-Pierrais) intervenue en juin 2009.

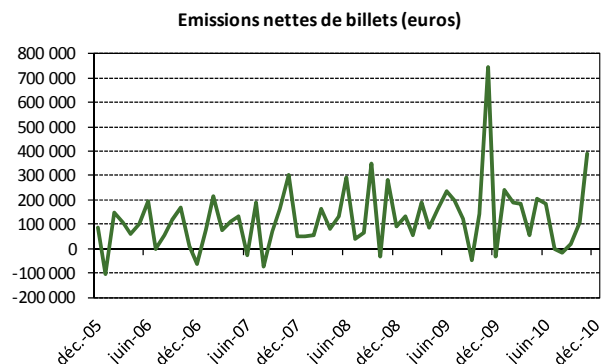
		4e trimestre 2010	Variation T de A-1	Cumul 2010	Cumul 2009
Chèques	Volume	35 768	15,20%	133 779	225 989
	Valeur	18 285 549	5,30%	67 219 741	90 069 550
Virements	Volume	626	-	8 608	30 899
	Valeur	521 685	-	8 170 821	21 573 737
Prélèvements	Volume	3 847	-	16 680	-
	Valeur	732 041	-	3 640 488	-

Circulation fiduciaire

Fin décembre 2010, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 14,365 millions d'euros (pour un volume de 373 729 billets), en progression de 11,9% sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,442 million d'euros (pour un volume de 2,474 millions de pièces), en progression de 4,9% en glissement annuel.



Source : IEDOM



Source : IEDOM

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Arrivée du nouveau baliseur sur l'archipel

Le nouveau baliseur le « *P'tit Saint-Pierre* » est arrivé au début du mois d'octobre afin de remplacer l'actuel « *Paul Veillon* ». Long de 23 mètres, il reprendra les fonctions de son prédécesseur, soit la maintenance des établissements de signalisation maritime de l'archipel.

Nouveau dispositif de continuité territoriale

Depuis le 19 novembre 2010, un nouveau dispositif de continuité territoriale est mis en place pour les résidents de l'archipel. Les différents types d'aides sont dorénavant soumis à des conditions de ressources. En outre, l'aide au billet d'avion, qui était auparavant gérée par le Conseil territorial, est désormais confiée à la Préfecture.

Arrivée de la TNT à Saint-Pierre-et-Miquelon

Pour accompagner la diffusion de la TNT dans l'outre-mer, toutes les chaînes de télévisions du Réseau France Outre-mer ont changé de nom le 30 novembre 2010 pour devenir Réseau Outre-Mer 1^{ère}. Télé Saint-Pierre et Miquelon est ainsi devenue Saint-Pierre et Miquelon 1^{ère}. Outre ce changement de dénomination, la nouvelle chaîne de l'archipel bénéficiera davantage d'autonomie en matière de programmes et devrait renforcer sa production locale.

Maintien des quotas de thonidés pour 2011

La 17^e réunion extraordinaire de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique (CICTA), réunie à Paris du 17 au 29 novembre 2010, a reconduit les quotas d'espadon (60 tonnes) et de thon rouge (4 tonnes) accordés à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Projet de création d'une réserve naturelle

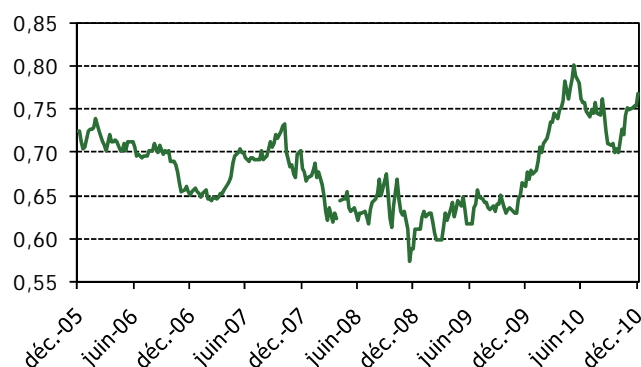
Une enquête publique a eu lieu du 15 novembre au 14 décembre 2010 portant sur le projet de création de la réserve naturelle nationale des « Grand et Petit Colombier ».

Mise en place du RSA sur l'archipel

A partir du 1^{er} janvier 2011, le Revenu de solidarité active (RSA) entre en vigueur sur l'archipel. Il remplacera progressivement le Revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA), qui devrait disparaître à l'horizon 2012.

Evolution du dollar canadien

Le cours moyen du dollar canadien a progressé de 15,53% en 2010, pour atteindre 0,7504 EUR/CAN en décembre 2010 contre 0,6495 EUR/CAN en décembre 2009.



Source : banque-france.fr

LES INDICATEURS DE REFERENCE

Prix
(Source : Préfecture)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix à la consommation – 3 ^e trimestre 2010	-	+0,09%	+3,66% <i>Par rapport à septembre 2009</i>

Emploi
(Source : DTEFP)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Novembre 2010 :	171	+6,9%	-8,6%
Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Novembre 2010 :	136	+5,4%	-12,8%
Indicateur mensuel moyen de chômage Novembre 2010 :	5,35%	+0,34 pts	-0,5 pts

RMI
(Source : CAF)

Nombre de bénéficiaires - fin novembre 2010 :	27	0,0%	+3,8%
Cumul 2010 des prestations nettes versées (en euros)	120 205,0	-	-9,1%

Commerce extérieur
(mouvements réels +
mouvements d'entrepôt)
(Source : Douanes)

Importations (milliers d'euros) Septembre 2010 :	4 954	-46,8%	+12,6%
Cumul annuel :	51 744	-	+22,4%
Exportations (milliers d'euros) Septembre 2010 :	400	+7,5%	-
Cumul annuel :	3 243	-	-7,9%
Déficit commercial (milliers d'euros) Septembre 2010 :	4 554	-49,1%	+3,5%
Cumul annuel	48 501	-	+25,1%

LES SECTEURS D'ACTIVITE

Pêche industrielle
(Source : Affaires maritimes)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Débarquements (en tonnes) Campagne 2010/2011	n.d	-	-

Pêche artisanale
(Source : Affaires maritimes)

Débarquements (en tonnes) En septembre 2010, depuis le début de la saison (avril)	1 517	-	-
---	-------	---	---

Trafic aéroportuaire
Aéroport de Saint-Pierre
(Source : Aviation civile)

Nombre de passagers (arrivées + départs) Septembre 2010 :	3 341	-36,7%	-25,0%
Cumul annuel :	36 631	-	+29,8%
Mouvements d'avions Septembre 2010 :	306	-4,7%	+1,7%
Cumul annuel :	2 377	-	+8,0%
Fret et envois postaux (en tonnes) Septembre 2010 :	15,389	+10,1%	-12,5%
Cumul annuel :	150,260	-	+8,5%

Trafic portuaire
Port de Saint-Pierre
(Source : Capitainerie du Port)

Mouvements de navires Septembre 2010	n.d.	-	-
Fret (en tonnes) Septembre 2010			

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	1,00%	13/05/2009
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009
Taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/10)				
ANNEE	2010	0,65%	JO du 11/02/10	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2009	3,79%	JO du 11/02/09	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

* hors prime d'Etat

Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Décembre 2010)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,4431%	0,6967%	0,5777%	0,4902%	0,8110%	1,0220%	1,2510%	1,5260%

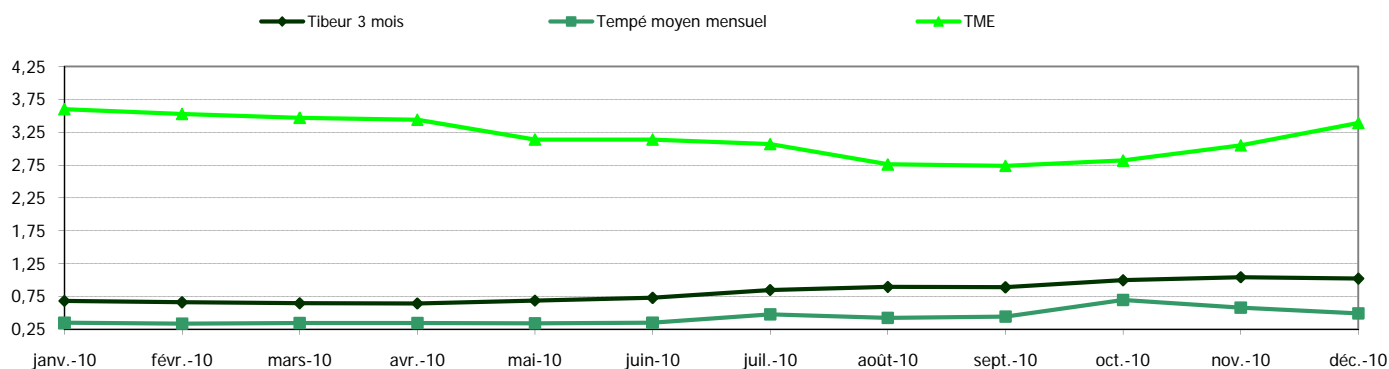
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
2,74%	2,82%	3,05%	3,39%	2,94%	3,02%	3,25%	3,59%

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2011)

Crédits aux particuliers		Seuils de l'usure	Crédits aux entreprises		Seuils de l'usure
Prêts immobiliers					
Prêts à taux fixe		5,51%			
Prêts à taux variable		4,96%			
Prêts relais		5,88%			
Autres prêts					
Prêts d'un montant < ou = à 1524 €		21,31%			
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires		19,67%	Découverts en compte (1)		13,77%
Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 €		7,77%			

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

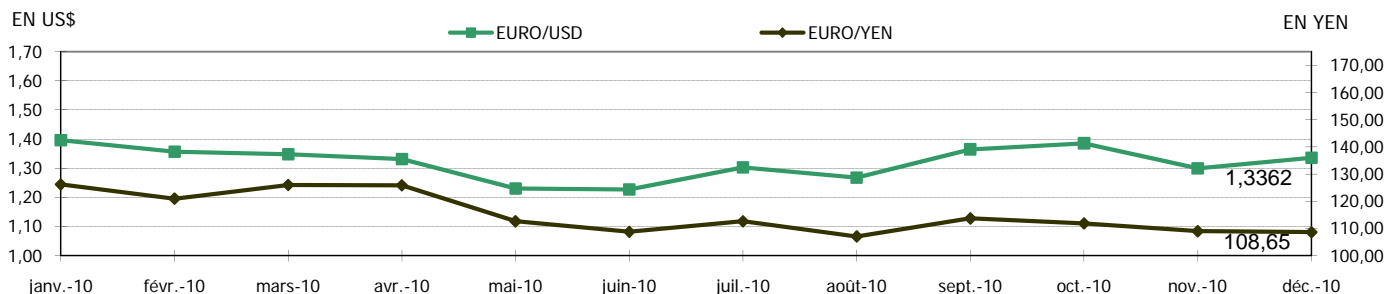
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3362	EURO/ZAR (Afrique du sud)	8,8625	EURO/SRD (Surinam)	3,66620
EURO/JPY (Japon)	108,6500	EURO/BWP (Botswana)	8,62860	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,39070
EURO/CAD (Canada)	1,3322	EURO/SCR (Seychelles)	16,4217	EURO/DOP (Rép. Dom.)	49,9113
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,86075	EURO/MUR (Maurice)	40,6052	EURO/BBD (La Barbade)	2,67120
EURO/SGD (Singapour)	1,7136	EURO/BRL (Brésil)	2,2177	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,54780
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,3856	EURO/VEF (Vénézuéla)	3,46820	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2853,85	EURO/XCD (Dominique)	3,6061	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK
	15,6466 EEK			

Directeur et responsable de la publication : Y. BARROUX

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achevé d'imprimer le 13 janvier 2011 - Dépôt légal : janvier 2011 - ISSN 1284-4438